

Le travail non rémunéré, une épine ignorée dans le pied du développement

“La pauvreté a un visage féminin” entend-on souvent. Traduire en termes économiques les raisons de ce phénomène demande s’intéresser à la question du travail non rémunéré des femmes, et à son invisibilisation dans les statistiques et les politiques. Entretien avec Barbara Ky, économiste et Directrice du genre à la Commission de l’UEMOA.

Grain de sel (GDS) : Pourquoi étudier la question du travail non rémunéré ?

Barbara Ky (BK) : Le travail non rémunéré (TNR) fait référence à l’ensemble des activités des ménages pour la production des biens et services pour leur autoconsommation. Il s’agit globalement du travail domestique. Il est crucial d’étudier ce travail car la production qu’il engendre est d’une grande importance et comporte des implications aussi bien au niveau macroéconomique que microéconomique. C’est à partir de la production d’un pays que les agrégats macro-économiques sont élaborés pour concevoir la politique économique. Pourtant, l’ensemble de la production, en particulier les activités non marchandes, n’est pas comptabilisée par le PIB. On peut donc se demander si ces fondamentaux servant de base à l’élaboration de nos politiques ne sont pas biaisés ? S’intéresser au TNR permet de mieux appréhender la production réelle de richesses et ses acteur-riche-s nourrissant les statistiques de la main-d’œuvre.

GDS : Quels ont été vos premiers constats ?

BK : J’ai été interpellée par le paradoxe suivant : dans les pays en développement, les femmes semblent avoir un volume horaire de travail plus important que les hommes alors que paradoxalement elles sont plus pauvres. Ce constat, malgré les politiques publiques promotrices du genre, traduit un hiatus entre la façon dont l’analyse économique capte les contributions productives des femmes et les intègre à la lutte contre la pauvreté. J’ai été curieuse de mieux comprendre comment la comptabilité nationale capte la production des hommes et des femmes dans la création de la richesse d’un Etat. Par ailleurs, la problématique m’a d’autant plus intéressée qu’elle était laissée en rade par l’agenda international du développement. En effet, à leur formulation en 2000, les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) occultaient complètement le TNR, même si

l’OMD 3 portait sur l’égalité entre les sexes. Ma conviction a toujours été que le développement passe par la prise en compte de cette question dans les politiques publiques. C’est pourquoi, je me suis attelée depuis 2008 à capter ce phénomène dans le cadre de mes études doctorales en sciences économiques. J’ai été confortée dans cette position par l’avènement, en 2015, des Objectifs du Développement Durables en 2015 (ODD). L’agenda 2030 accorde une place de choix au TNR.

LES FEMMES SOUFFRENT D’UNE PAUVRETÉ DE TEMPS QUI ENTRAÎNE LA PAUVRETÉ DES CAPABILITÉS

GDS : Les femmes constituent un énorme potentiel de développement, pourquoi leur travail est-il si peu pris en compte dans les statistiques économiques ?

BK : Deux raisons principales l’expliquent. Une raison conceptuelle qui est celle de la définition de la production, et partant du travail tel que défini par les Nations Unies et par le système de comptabilité nationale (SCN) qui est le référentiel de calcul du Produit Intérieur Brut (PIB). En 1993, celui-ci a connu une évolution majeure en élargissant la production à celle des ménages pour leur autoconsommation. Cependant, si les biens sont comptabilisés dans le PIB, les services eux en sont exclus. C’est ainsi que des travaux comme aller chercher de l’eau au puit ou du

bois de chauffe, battre les céréales, moudre le grain sont des productions calculées dans le PIB. En revanche, les services comme la garde d’enfants, la préparation des repas, le travail domestique ne le sont pas. Et à cette conception restrictive de la production correspond aussi une conception restrictive de la main-d’œuvre.

Quant à la seconde raison, méthodologique, elle a attiré au type d’enquête utilisée pour évaluer ces productions. Il s’agit des enquêtes budget-temps qui sont très complexes car elles retracent toute l’activité humaine sur une période de 24 heures. Ce faisant, elles permettent de capter le temps consacré à la production de biens et services marchands et non marchands, au travail de soin, au loisir etc. Cependant, elles sont rares, difficiles à mener, et onéreuses. La méthodologie est lacunaire, et induit une analyse fine basée sur une typologie d’activités à définir en amont, ainsi qu’une prise en compte des activités simultanées.

GDS : Quelles conséquences ces biais d’analyse ont-ils sur le terrain en ce qui concerne les projets de développement ?

BK : Les biais tiennent à la dualité économie marchande, économie non marchande. En sciences économiques, nous avons oublié qu’elles étaient les deux facettes d’une même pièce. D’une part au niveau macroéconomique, les PIB des pays en développement sont sous-estimés et donc biaisés. Cela impacte les politiques économiques qui en découlent. De plus, le PIB est un indicateur déterminant dans la capacité des pays en développement à emprunter des ressources pour financer leurs politiques de développement. Aussi, un PIB sous-évalué constitue des opportunités manquées.

D’autre part, au niveau microéconomique, toute activité des femmes dans le secteur marchand est inhérente au travail non rémunéré. Celui-ci vient toujours en amont

des productions marchandes. Pourtant, les tâches domestiques dans les pays en voie de développement sont extrêmement chronophages. Les femmes souffrent d'une pauvreté de temps dont le coût d'opportunité pourrait être notamment l'alphabétisation, l'apprentissage d'un métier, ou encore l'exercice d'activités génératrices de revenus (AGR), etc. Ce faisant, les femmes sont donc dans l'incapacité de développer leurs capacités, une notion introduite par Amartya Sen, Prix Nobel d'économie en 1998, pour qui le développement est une liberté de choix comme développé dans son ouvrage "Development as freedom". Ces leviers, censés autonomiser les hommes et les femmes, sont donc déterminants pour leur liberté de choix de vie.

GDS : La reconnaissance de la valeur du travail et des savoirs féminins doit-elle passer par une rémunération économique ? Est-ce que les filets sociaux pourraient jouer ce rôle ?

BK : La question des filets sociaux pose des problèmes de ciblage des populations et celle de la soutenabilité de leur autonomisation réelle (voir le GDS n°79). Prendre en charge la question du TNR, c'est insister sur trois piliers : la reconnaissance, la réduction et la redistribution. La reconnaissance par les pouvoirs publics pourrait se traduire en protec-

tion sociale, par la gratuité de soins ou tout autre compensation en nature. La réduction passe, pour ces mêmes pouvoirs publics, par la mise en place de services et d'infrastructures pour alléger ce travail : gardes d'enfant, forages, moulins à grains, foyers améliorés... Ce sont des réflexions très concrètes sur les besoins. Enfin, la redistribution et le partage qui peuvent être effectués par le truchement de la sensibilisation des hommes et l'éducation des garçons au sein des ménages. Comme vous le savez, le changement de mentalité est un travail de longue haleine.

GDS : L'absence de prise en compte du travail des femmes mène-t-elle fatidiquement à l'absence de prise en compte des femmes dans les politiques publiques ?

BK : Ce qui pêche, c'est l'intégration transversale des besoins des femmes dans ces politiques. La question est encore cantonnée au ministère en charge de la femme ou au ministère chargé des droits humains. Pourtant c'est une préoccupation pour l'ensemble des secteurs d'activités. La prise en compte de la sexospécificité dans un plan de développement devra se faire sur l'ensemble des étapes du cycle de vie de ce document de politique publique. Le second point d'achoppement est la budgétisation sensible au genre

(BSG). Créer une ligne budgétaire pour les activités féminines ne suffit pas à faire de la budgétisation sensible au genre ! La BSG devra être la résultante chiffrée d'une politique publique, et la prise en compte des besoins des femmes et des hommes devra se constater sur les étapes du cycle budgétaire (élaboration, mise en œuvre et suivi-évaluation).

GDS : De quelle façon la visibilité du travail agricole féminin pourrait-elle réorienter les politiques publiques ?

BK : Ce qui précède n'est pas valable que pour le travail agricole. Nous sommes confrontés à un problème de méconnaissance de la notion de genre et de volonté politique. Aujourd'hui lorsqu'on parle du "genre" on pense davantage aux violences basées sur le genre et aux inégalités de droits. En principe, un des instruments permettant de mettre en exergue le TNR est le budget-temps. Les résultats d'une enquête budget-temps pourraient fortement contribuer à mieux dresser un diagnostic dans tous les secteurs d'activités y compris l'agriculture. L'exercice de planification qui s'en suit n'est là que pour corriger la situation insatisfaisante précédemment diagnostiquée. Eu égard à son ampleur, le TNR et l'économie domestique devraient être au cœur de toute politique visant la résilience et le développement. ■

Tableau comparatif de l'emploi du temps femme-homme de 15 à 49 ans dans la commune de Koupéla, 2009

Groupe d'activité	Sexe de l'enquêté			
	Masculin		Féminin	
	Heures	%	Heures	%
Activité économique de marché	4 h 03 mn	16,93	3 h 31 mn	14,71
Activité économique hors marché	3 h 17 mn	13,78	2 h 44 mn	11,45
Dont · Puiser de l'eau	27 mn		39 mn	
· Ramasser du bois	22 mn		17 mn	
Activité domestique	59 mn	4,14	4 h 56 mn	20,65
Activité sociale	2 h 52 mn	11,31	1 h 15 mn	5,22
Activités loisirs et sport	25 mn	1,80	3 mn	0,20
Études	31 mn	2,22	16 mn	1,17
Utilisation des médias	41 mn	2,89	25 mn	1,75
Sommeil - Repas - Repos	11 h 18 mn	46,20	10 h 53 mn	44,82
Non déclaré	14 mn	0,73	17 mn	0,03
Total	24 h	100	24 h	100

Barbara Ky



lbrky@uemoa.int

Docteure en sciences économiques, elle est experte en budget temps (conception, collecte, traitement, analyse). Elle est actuellement Directrice du genre à la Commission de l'UEMOA.

EN SAVOIR PLUS :

Acheter l'ouvrage "Le travail non rémunéré, enjeux pour le développement" de Barbara Ky : <https://bit.ly/31ABYly>